

INSEE : zone euro sous tension, chômage record en France

L'économie mondiale croît depuis l'été dernier à un rythme modéré, note l'INSEE dans sa note de conjoncture de juin, freinée par plusieurs chocs défavorables : la hausse du prix des matières premières, les conséquences économiques du tsunami au Japon, le durcissement des politiques budgétaires, en Europe, mais aussi aux États-Unis et, enfin, les tensions sur les dettes souveraines dans la zone euro.

Début 2012, l'effet de ces chocs diffère nettement selon les économies : alors que l'activité croît à nouveau vivement au Japon, grâce au soutien public à la reconstruction, le Royaume-Uni est en récession et la zone euro en est proche.

Au sein de la zone euro elle-même, les divergences sont également importantes : alors que l'Allemagne a crû nettement au premier trimestre, l'Espagne et l'Italie sont entrées en récession. La France est dans la moyenne de la zone euro, avec une croissance faible depuis l'été dernier, et nulle au premier trimestre 2012.

Les informations conjoncturelles disponibles laissent attendre un ralentissement de l'économie mondiale au deuxième trimestre, sous l'effet notamment d'une nouvelle accentuation des tensions financières dans la zone euro. Sous réserve que celles-ci ne s'intensifient pas, la croissance mondiale devrait repartir quelque peu au second semestre.

Les divergences entre pays et zones devraient toutefois persister à l'horizon de la prévision. La zone euro serait ainsi toujours à la traîne de l'économie mondiale et, au sein de la zone euro, l'Allemagne serait en croissance, tandis que l'Espagne et l'Italie resteraient en récession.

Après une nouvelle stabilité du PIB au deuxième trimestre 2012, la croissance française repartirait légèrement au second semestre (+0,1 % au troisième trimestre, puis +0,2 % au quatrième). Les exportations accéléreraient quelque peu, sous l'effet du regain de croissance mondiale et de la dépréciation passée de l'euro. La demande intérieure repartirait également modérément.

Du fait de la faiblesse de la croissance, le taux de chômage continuerait d'augmenter, atteignant 10,3 % en France au quatrième trimestre.

Le principal aléa qui entoure la prévision porte sur l'évolution de la crise des dettes souveraines dans la zone euro. En effet, celle-ci dépend non seulement de l'évolution des fondamentaux des économies de la zone euro, mais aussi des réponses qu'apporteront à cette crise les gouvernements nationaux et les institutions européennes.

La note de conjoncture de l'INSEE est, en intégralité, dans notre base « Ressources documentaires », rubrique Institutions et Organisations, France, INSEE.